

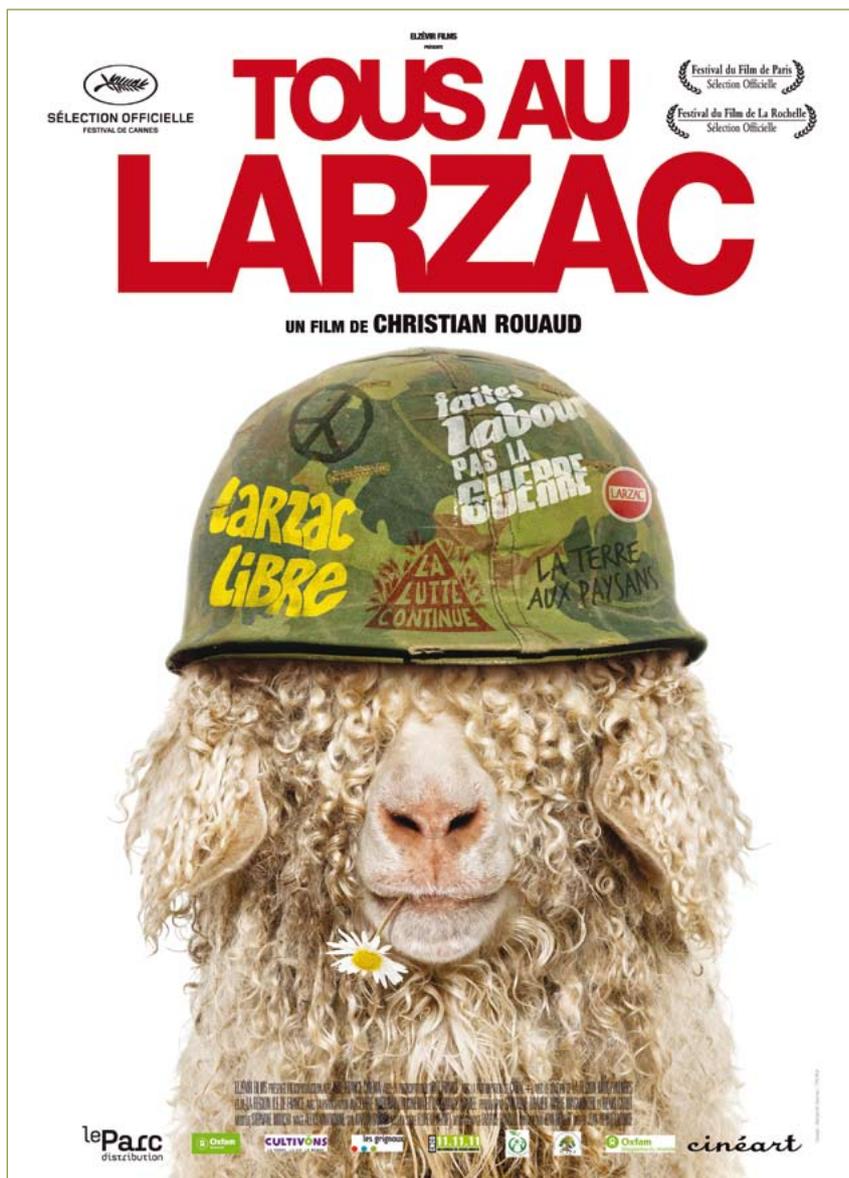


Michel Condé
Vinciane Fonck

Une étude réalisée par
le centre culturel
Les Grignoux

SOMMAIRE

1. Présentation	1
2. Le film	2
Destination	2
3. Parler de <i>Tous au Larzac</i>	3
Des émotions fortes ?.....	6
La construction d'une conscience sociale..	8
Le conflit entre légalité et légitimité.....	10
Quelques pistes d'analyse.....	11
4. Comprendre le contexte historique :	
les luttes sociales et leur évolution	14
1. Les luttes ouvrières.....	15
Un moment essentiel : le Front	
populaire en 1936.....	16
2. Les mouvements de contestation.....	18
Un moment significatif : Mai 68 et	
suites.....	21
3. Crise économique et	
lutte contre la précarité.....	24
En synthèse	29



© Les Grignoux, 2012. Tous droits de reproduction et d'adaptation réservés pour tout pays. D / 2012 / 6039 / 10 ISBN 978-2-87503-077-1

1

Tous au Larzac

un film de Christian Rouaud
France, 2011, 1 h58
César du meilleur documentaire 2011,
Prix du jury officiel, prix du jury IJBA et prix
du public au Festival du film d'histoire de
Pessac 2011

PRÉSENTATION

L'étude proposée ici s'adresse notamment aux animateurs en éducation permanente qui verront le film *Tous au Larzac* avec un large public et qui souhaitent approfondir avec les spectateurs la discussion autour du film.

Elle propose plus particulièrement une réflexion autour des temps forts du film et des actions menées à l'initiative des paysans, autrement dit des événements qui conduiront à la construction d'une véritable conscience sociale. Elle reviendra également sur un thème essentiel de ce documentaire, à savoir le conflit entre deux systèmes de valeurs, la légalité incarnée par l'État d'une part et la légitimité d'un combat citoyen de l'autre.

L'étude se conclura par une analyse du contexte historique dans lequel s'inscrit cet épisode, et notamment des différentes formes que les luttes sociales ont pu prendre du début du 20^e siècle à aujourd'hui.

Tous au Larzac revient sur le combat mené par les paysans du Larzac contre l'État français pour conserver leurs terres. Déclenchée en 1971 par l'annonce du ministre de la Défense Michel Debré de la décision d'étendre le camp militaire implanté dans la région, leur lutte acharnée durera dix années entières. Unis et farouchement déterminés à sauver coûte que coûte leurs parcelles, les paysans trouveront rapidement le soutien actif de quantités de mouvements divers (mouvement hippie, étudiants, pacifistes, non-violents emmenés par Lanza del Vasto, jeunes maoïstes...) venus s'installer sur place pour prêter leur main forte. Grâce aux actions spectaculaires qu'ils mènent — rallier Paris en tracteur, puis à pied..., faire paître leurs moutons sur le Champ de Mars, aux pieds de la Tour Eiffel... — et aux affrontements qui les opposent quotidiennement à l'armée sur le terrain, les paysans du Larzac parviennent à sensibiliser puis à rallier à leur cause la France entière, qui voit naître un peu partout des centaines de comités de soutien.

Cette décennie de résistance a profondément marqué les personnes qui en ont été les acteurs. Femmes et hommes se souviennent aujourd'hui d'une tranche de vie exceptionnelle, marquée par une solidarité à toute épreuve et un engagement indéfectible de toute la communauté aux seules fins d'obtenir l'annulation du projet militaire. Très vite est né autour de cette lutte un mode d'existence particulier fondé sur la vie communautaire, l'ouverture à d'autres idées ou modes de pensée, la rencontre et le partage avec des gens provenant d'horizons divers, la mise au point d'actions spectaculaires et une action constante élaborée au jour le jour. Toutes ces valeurs, à l'origine peu répandues dans un monde agricole plutôt conservateur, individualiste et fermé à l'extérieur, ont forgé au fil du temps une conscience collective qui se traduit aujourd'hui encore par un certain nombre d'actions spectaculaires et engagées. Ainsi José Bové, présent sur le plateau du Larzac durant les années 1970 et témoin dans le film, représente toujours à l'heure actuelle l'incarnation de la conscience politique qui s'est éveillée alors au cœur du monde paysan.

Véritable plaidoyer contre le fatalisme ambiant, le film de Christian Rouaud représente donc un excellent outil de formation politique (au sens large) et d'éducation à la citoyenneté, qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler le célèbre slogan « Indignez-vous », titre de l'ouvrage de Stéphane Hessel publié en 2010.

DESTINATION

Le documentaire *Tous au Larzac* s'adresse à tous, plus particulièrement à un public d'adolescents et d'adultes intéressés par l'action militante. Il souhaite avant tout analyser une page d'histoire récente en reconstituant, à travers différents témoignages et extraits de documents d'époque, les différentes phases du long processus qui devait mener à la victoire de toute une population sur l'État français. En cette grave période de crise, c'est l'occasion d'entamer avec les spectateurs un débat sur la lutte politique, ses moyens et ses enjeux mais aussi les valeurs qu'elle engage.

3

PARLER DE TOUS AU LARZAC

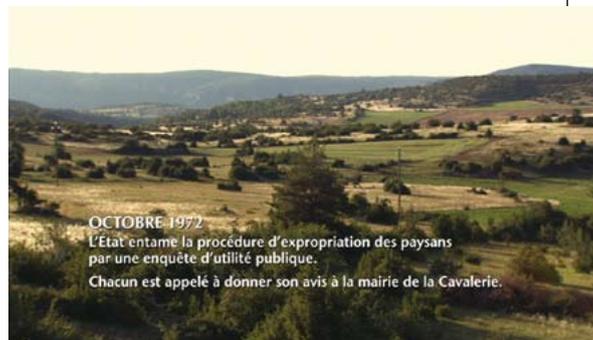
Grâce notamment aux témoins choisis pour revenir sur cette longue période de résistance — José Bové, sans doute le plus connu, mais aussi d'autres agriculteurs du Larzac engagés dans l'action contre le projet d'extension militaire : Pierre Bonnefous, Christiane & Pierre Burguière, Michel Courtin, Léon Maillé, Christian Roqueirol, Marizette Tarlier (la veuve de Guy Tarlier, longuement évoqué dans le film comme un leader du mouvement), Michèle Vincent dont tous les noms apparaissent au générique —, le documentaire de Christian Rouaud suscite souvent une grande émotion chez beaucoup de spectateurs. Ainsi, la discussion qui pourrait suivre la projection de *Tous au Larzac* se construira naturellement autour des moments forts du film. Dans cette perspective, nous suggérons que les participants soient d'abord invités à identifier les scènes auxquelles ils ont été plus particulièrement sensibles et à exprimer les émotions qu'ils ont alors ressenties. L'animateur conservera les traces de tous les temps forts évoqués au cours de cette première étape, dont il établira une liste par exemple sur un tableau dans la salle du débat.

On essaiera ensuite de reconstituer la trame générale du film en replaçant ces scènes dans un ordre chronologique. Les moments importants qui n'auraient pas encore été évoqués trouveront naturellement place dans la ligne chronologique, que ceux-ci soient cités spontanément au cours de cette nouvelle phase ou que l'animateur incite à leur remémoration sur base de la liste présentée ci-dessous.



Les grands moments du combat retracé dans *Tous au Larzac*

- Les exploitants agricoles prennent connaissance du projet d'extension du camp militaire. Beaucoup sont prêts à sortir leur fusil.
- La communauté paysanne accueille des militants maoïstes mais aussi Lanza del Vasto, le fondateur de la Communauté non-violente de l'Arche installée non loin de la région ; celui-ci entame un jeûne à La Cavalerie. Les paysans optent pour une lutte non-violente.
- Les paysans opposés à l'extension du camp militaire font signer aux personnes menacées d'expropriation ce qui deviendra « Serment des 103 », par lequel ils décident de refuser toute vente de terrain à l'armée, quelles que soient les conditions d'achat proposées.
- En 1972, les paysans du Larzac se rendent à une manifestation à Rodez en tracteur, ce qui représente une grande distance pour ces engins agricoles.
- En octobre, quand est lancée l'enquête d'utilité publique, les paysans protestent en emmenant leurs troupeaux de brebis à La Cavalerie.
- Un petit groupe de six exploitants débarque 60 brebis sur le Champ-de-Mars à Paris (sous la Tour Eiffel). Les policiers ont beaucoup de difficultés à attraper ces brebis...
- Les premiers comités de soutien apparaissent un peu partout en France. Les soutiens de toutes sortes se multiplient rapidement.
- En janvier 1973, les paysans du Larzac tentent de rallier Paris en tracteur; ceux-ci sont finalement bloqués par les CRS à Orléans.
- Des militants de tous bords et de tous horizons affluent de partout pour aider à la construction d'une grande bergerie à la Blaquièrre, en dehors de toute autorisation officielle. Parmi eux, beaucoup de jeunes, des étudiants, des hippies, des objecteurs de conscience, des maoïstes, des non-violents... Le but est d'occuper concrètement le terrain pour empêcher l'installation militaire.
- Un grand rassemblement est organisé sur le Causse en 1973 : c'est « le Woodstock français, mais politique » selon José Bové. « Ce qui caractérise le mouvement de 73, c'est une extraordinaire innocence » dit un autre témoin.
- L'année suivante, un second rassemblement réunit plus de 100 000 personnes qui affluent de toutes les régions de France et d'Europe pour participer à une opération intitulée « Moisson pour le Tiers-Monde ». Venu pour y prendre part, François Mitterrand manque de se faire lyncher par les militants maoïstes opposés à sa présence; très vite, les paysans du Larzac soupçonnent une provocation policière, destinée à discréditer leur cause et interviennent pour protéger et évacuer l'homme politique.



- L'armée achète des fermes à l'abandon. Les paysans essaient à leur tour de racheter un certain nombre de parcelles autour du camp militaire. Ces actions sont soutenues partout en France grâce aux comités Larzac et à leurs actions de mobilisation.
- Une des fermes rachetées par l'armée, Les Truelles, est occupée par les militaires. Des paysans et des militants s'installent à leur tour dans les bâtiments environnants, ce qui amène finalement l'armée à quitter les lieux.
- Des militants remettent en état les infrastructures (téléphone, eau courante).
- Ils décident de publier un journal, toujours vivant aujourd'hui.
- Pendant la nuit, une charge explosive détruit une ferme où toute une famille — les parents ainsi que leurs sept enfants — se trouve endormie.
- Suite à cet attentat, les paysans investissent la sous-préfecture à Millau.
- L'armée parle d'une mini-extension du camp, ce qui provoque une division parmi les militants. Finalement, les paysans, après de longs palabres, décident à l'unanimité de continuer leur combat.
- Un groupe de paysans investit le camp militaire à La Cavalerie avec l'intention d'y dérober les documents qui attestent de la vente de terrains à l'État par quelques propriétaires locaux. Ils sont arrêtés et condamnés, certains à des peines d'emprisonnement (dont Marizette, l'épouse du leader paysan Guy Tarlier).
- Les militants installés à la ferme de Cavaliès sont expulsés par l'armée qui y installe des hommes. Paysans et militants répliquent aussitôt en installant un campement juste à côté; puis ils construisent en quelques jours un bâtiment à côté de la ferme qui se retrouve bientôt comme un fort encerclé.
- En 1978, 103 paysans reçoivent les arrêtés d'expropriation. Les paysans du Larzac se rendent à Paris à pied; l'événement est largement médiatisé, et la manifestation gagne en ampleur. À l'arrivée, 40 000 personnes défilent aux portes de Paris, le centre-ville étant bloqué par les CRS.
- En 1980, les arrêtés d'expulsion sont publiés. Plusieurs familles du Larzac se rendent une nouvelle fois à Paris pour une action spectaculaire au Champ-de-Mars; elles campent sur le Champ-de-Mars avec un troupeau de moutons. Les policiers laissent d'abord faire puis finalement expulsent les campeurs de la Tour Eiffel...
- En février 81, face à l'obstination de l'État, alors que tous les recours sont épuisés, les paysans, dont certains hésitent, organisent un référendum pour décider de la poursuite (ou non) du combat. Le vote à bulletin secret montre que près de 99% des agriculteurs se prononcent toujours contre la mini-extension du camp.
- Avec l'élection de François Mitterrand, le projet d'extension du camp militaire du Larzac est annulé.



DES ÉMOTIONS FORTES ?

Il n'est pas courant d'être touché par un documentaire où l'évocation d'une réalité (généralement méconnue ou mal connue) semble souvent plus importante que les émotions éventuellement ressenties par les spectateurs. Pourtant, nombre d'entre eux signalent spontanément à l'issue des projections avoir été émus par le film de Christian Rouaud, même si cette émotion n'est pas nécessairement partagée par tous.

C'est donc une voie d'accès assez naturelle pour une discussion un peu plus approfondie autour de *Tous au Larzac*.

L'animateur pourrait ainsi demander aux participants de signaler, sur base de leurs souvenirs ou en s'aidant de la liste d'épisodes repris ci-dessus, ceux dont ils se souviennent le mieux, qu'ils ont perçus comme particulièrement marquants et qui ont éventuellement suscité en eux des réactions ou des émotions assez vives. Plutôt que de reconstituer la chronologie exacte des événements, on pourrait ensuite les regrouper en fonction de leur tonalité émotionnelle.

Ainsi, certains épisodes font sans doute rire ou sourire. Mais également certaines réflexions comme celle de ce paysan qui déclare que, loin d'être un animal sympathique, le mouton est bien plutôt une sale bête ! Beaucoup de spectateurs seront également sans doute sensibles au caractère « bon enfant », décontracté, des actions menées par les paysans comme ces moutons emmenés paître au pied de la Tour Eiffel.

Si les paysans mènent un combat déterminé, l'esprit de sérieux (souvent caractéristique des militants politiques) ne semble jamais les étouffer, et il est difficile de ne pas éprouver une sympathie spontanée à leur égard : la manière dont ils se moquent par exemple des militaires prisonniers involontaires de leur propre campement ou des soldats devant s'entraîner maladroitement au milieu des prairies et des chemins creux est certainement très réjouissante pour beaucoup de spectateurs. Les témoins interrogés semblent en outre souvent jeter un regard assez ironique sur ce qu'ils étaient à l'époque, des personnes peu informées, méfiantes, parlant souvent mal le français, s'exprimant avec difficulté et mal à l'aise avec les grands débats politiques venus de l'extérieur. Des remarques adjacentes, apparemment sans grande importance — comme celle concernant le téléphone utilisé gratuitement et à tout bout de champ « pour rien » puis abandonné quand il est devenu payant — contribuent également à détendre l'atmosphère, en révélant des aspects de la vie quotidienne au-delà de l'aspect strictement militant.

Pourtant, on ne peut être qu'admiratif devant la détermination de ces paysans très ordinaires qui vont engager un long combat contre un État bien plus puissant qu'eux. Cette admiration ne se manifeste sans doute que progressivement au fil des événements, au fil des marches sur Paris, au fil des manifestations mais aussi des réactions étatiques qui semblent rendre l'échec inéluctable. Leur combat obstiné apparaît rétrospectivement aussi admirable que cette étonnante bergerie construite par des militants venus de tous les horizons et qui a l'aspect et les dimensions d'une cathédrale !

Plusieurs témoins expriment d'ailleurs les émotions qu'ils ont pu ressentir aux différents moments de la lutte, évoquant par exemple, « une extraordinaire innocence », « l'enthousiasme, la nouveauté, la surprise, l'euphorie » qu'ils ont éprouvées lors du premier grand rassemblement en 73. La manière dont ils décrivent la levée du jour sur les campements improvisés et l'atmos-

phère qui s'en dégage contribue d'ailleurs à donner une tonalité très affective à des images en elles-mêmes assez neutres. On se souviendra également de la dernière marche sur Paris dont les images ne peuvent pas traduire l'ambiance : une des participantes traduit alors la forte impression qu'elle a ressentie à cause du caractère totalement silencieux de la manifestation, interrompu seulement par le martèlement des bâtons sur le pavé.

De l'autre côté, les adversaires des paysans comme le ministre Michel Debré apparaissent d'abord comme imbus de leur autorité, convaincus qu'ils parviendront rapidement à leurs fins. Mais le sentiment qu'on éprouve à leur égard se modifie sans doute au cours du film, notamment à cause de leur obstination à poursuivre leur plan initial, de leur refus de tout dialogue, des manœuvres hypocrites auxquelles ils recourent pour essayer de faire fléchir les paysans et de briser leur unité (notamment par des rachats de terre). Et à certains moments, c'est certainement l'indignation qui prévaut dans le chef de beaucoup de spectateurs : l'action de provocateurs issus de la police lors de la venue de Mitterrand sur le plateau du Larzac, la conduite dangereuse d'une jeep de l'armée qui manque d'écraser des manifestants, la découverte dans les bureaux du camp militaire d'actes de vente de propriétés (par des personnes n'habitant plus la région), la condamnation à des peines de prison ferme de certains des militants à la suite de cette action et surtout le plasticage en pleine nuit de la maison d'une famille paysanne sont autant d'épisodes qui suscitent facilement la colère et la révolte.

D'autres sentiments peuvent être plus ambivalents : l'obstination de ces paysans suscite l'admiration, mais l'on peut également comprendre la lassitude qui semble parfois s'emparer de certains d'entre eux. Si le film dure près de deux heures, la longueur du combat, l'unité conservée tout au long de cette décennie, la volonté sans faille jusqu'au dernier instant (lors du vote final en particulier) semblent presque miraculeux.

Enfin, le dispositif même du film, laissant la parole plusieurs décennies plus tard aux acteurs qui furent au cœur du mouvement du Larzac, donne à cette évocation une tonalité très particulière. On pourrait parler de nostalgie, mais le terme paraît assez peu adéquat dans la mesure où il n'y a aucun regret chez ces militants et que ce qui domine c'est d'abord le sentiment d'une victoire contre l'injustice. Néanmoins, le sentiment d'une certaine distance, d'un temps qui est nécessairement passé souligne sans doute l'importance de cette lutte dans la vie de toutes ces personnes : loin de se réduire au seul combat contre les expropriations, ces événements ont transformé l'existence même des paysans, créé une solidarité et une communauté inédites, laissé une empreinte durable, ineffaçable même, dans la mémoire de chacun. Même si elle est difficilement objectivable, la sincérité qui émane de beaucoup de témoignages ne fait que renforcer cette impression d'une transformation personnelle, presque intime, des principaux acteurs de cette lutte de près de dix ans.

Tous les spectateurs ne réagiront sans doute pas de la même manière à la vision de *Tous au Larzac*, et chacun, avec sa sensibilité propre, retiendra certains événements et pas d'autres, soulignera certains témoignages plutôt que d'autres. Mais la confrontation des opinions et l'accent mis sur les différentes émotions ressenties par les uns et les autres devraient permettre de mieux apprécier la diversité des aspects humains d'une lutte qui s'est rapidement transformée en une véritable expérience de vie. Alors que la victoire contre l'expropriation a mis fin au combat militant proprement dit, c'est sans doute la

dimension humaine de cette aventure — dans tous ses multiples aspects — qui permet aux spectateurs d'aujourd'hui de s'identifier facilement à ses différents protagonistes.



LA CONSTRUCTION D'UNE CONSCIENCE SOCIALE

Le chemin parcouru par les acteurs principaux du combat — les paysans du Larzac, qui racontent eux-mêmes leur propre histoire — émerge clairement du rappel des principaux événements qui ont jalonné la décennie 1971-1981. Plus précisément se dessine, comme on vient de le dire, un parcours vers la construction d'une conscience sociale, coïncidant avec une profonde transformation de vie allant bien au-delà des événements qui se sont déroulés sur le plateau du Larzac. Des traces « vivantes » comme le journal fondé à l'époque (*Gardarem lo Larzac*) ou d'autres actions impliquant les mêmes acteurs — ainsi José Bové, devenu militant emblématique de la cause paysanne — et postérieures aux années 1980 — le démontage d'un Mc Donald à Millau (en juin 2000), l'arrachage sauvage de plants transgéniques dans cette même région — semblent d'ailleurs bien confirmer cette hypothèse.

C'est sur ce thème que nous suggérons par conséquent d'orienter maintenant le débat. Concrètement, l'animateur invitera les participants à rechercher dans le film — en se basant sur les images mémorisées, la liste des temps forts récapitulés ensemble ou encore les propos des témoins dont ils se souviennent — ce qui va progressivement changer dans leur mode de vie et les valeurs dont ils sont porteurs. Pour faciliter l'approche, l'animateur pourra leur demander de réfléchir sur base d'une comparaison entre le monde paysan tel qu'il est dépeint par les témoins au début du film, et ensuite tel qu'il évolue au cours de la décennie. La discussion devrait ainsi faire émerger entre autres quelques grands changements, qu'on pourra synthétiser de la manière suivante :

Le monde paysan avant les années 1970	... et tel qu'il évolue à partir de 1971
<ul style="list-style-type: none"> • Monde agricole fermé, replié sur lui-même 	<ul style="list-style-type: none"> • Ouverture sur l'extérieur : Rodez, Orléans, Paris...
<ul style="list-style-type: none"> • Univers corporatiste 	<ul style="list-style-type: none"> • Ouverture à d'autres professions, courants d'idées... : les ouvriers, les maoïstes, les hippies, les étudiants, les objecteurs de conscience, les non-violents...
<ul style="list-style-type: none"> • Individualisme : peu de contacts d'une famille à l'autre; politique du « chacun pour soi » 	<ul style="list-style-type: none"> • Solidarité (Serment des 103) + vie communautaire; entraide et actions collectives
<ul style="list-style-type: none"> • Valeurs conservatrices (Église catholique, messe tous les dimanches, sectarisme et relative intolérance...) 	<ul style="list-style-type: none"> • Valeurs contestataires
<ul style="list-style-type: none"> • Lutte individuelle et armée (chacun entend se servir du fusil qu'il possède à la maison par tradition familiale pour défendre son bien propre) 	<ul style="list-style-type: none"> • Lutte non violente : manifestations, occupation de terrains, actions spectaculaires (manifestations en tracteur, brebis sous la Tour Eiffel), construction de la bergerie...

Le parcours est donc essentiellement de nature morale (solidarité, ouverture à l'autre, pacifisme, non violence...); progressivement s'installe ainsi un nouveau mode de vie, avec un glissement durable vers les valeurs de gauche et l'élaboration d'une véritable conscience sociale et collective, qui détermine aujourd'hui encore les spécificités de l'action militante menée par le monde agricole dans le sud-ouest de la France : création en 1987 de la Confédération paysanne, syndicat agricole défendant l'agriculture locale contre l'industrie agro-alimentaire (notamment les cultures transgéniques importées des États-Unis), actions non-violentes et spectaculaires, qui amènent de la même façon un questionnement sur les notions parfois contradictoires de légalité et de légitimité.

C'est donc vers une approche de type philosophique que l'on souhaite maintenant mener le débat, en invitant les participants à réfléchir à ces deux notions apparemment proches.



LE CONFLIT ENTRE LÉGALITÉ ET LÉGITIMITÉ

L'animateur commencera par demander au groupe de définir sommairement ces deux termes. En effet, dans le langage courant, légalité et légitimité tendent souvent à se confondre. Or si la légalité recouvre strictement ce qui est conforme à la loi, la légitimité, intimement liée à la notion de justice, se situe au-delà de la simple conformité juridique. Cette distinction est importante dans la mesure où elle permet par exemple d'envisager qu'une action illégale puisse être légitime.

En ce qui concerne les événements décrits dans le film, on peut synthétiser la situation de la manière suivante : l'État démocratique, légitimé par le suffrage universel et représentant donc à ce titre la majorité, impose (ou veut imposer) ses décisions à une minorité : les paysans du Larzac. Dès lors, quels sont les droits de ces minorités ? Quelles sont les limites de leur action ? Jusqu'où peuvent-elles aller ? En quoi leur combat était-il légitime ? L'État avait-il en définitive le droit d'agir comme il l'a fait ?...

Autant de questions qui se posent à la vision du documentaire de Christian Rouaud et que l'on soumettra à débat. Comme support, nous suggérons de laisser sous les yeux des participants la liste des temps forts établie au cours de la première phase du débat afin qu'ils puissent reprendre les actions une par une et réfléchir à leur légitimité.

On pourra également introduire dans la discussion deux réflexions de José Bové sur la légitimité, prononcées dans le cadre des ennuis judiciaires que lui vaudront ses actions futures (démontage d'un Mc Donald, arrachage de plants transgéniques...):

« On n'a pas peur de la prison quand on croit au combat que l'on mène, et que ce combat est juste [...] Je continue un combat syndical, celui contre la mondialisation »

« Si c'était à refaire, ce serait refait. La motivation de cette action c'était ce que l'on appelle en droit l'état de nécessité ¹ [...] Le système est tellement bloqué par les pouvoirs économiques et les institutions politiques qu'il faut, pour avancer, avoir recours à de l'action illégale ».

Une méthode pour explorer le thème pourrait consister à décortiquer la liste des actions menées par les paysans ou l'État en fonction de quatre critères:

- les actions légales et légitimes;
- les actions légitimes mais illégales;
- les actions légales mais illégitimes;
- et enfin, les actions illégales et illégitimes.

1. « L'état de nécessité » est une disposition du code pénal qui permet des relaxes pour certains délits. Les syndicalistes estiment leurs actions nécessaires en raison « du risque pour la santé publique et l'environnement présenté par les cultures transgéniques ainsi que par la nécessité d'alerter l'opinion publique ». Invoqué devant la Cour de Cassation, cet argument sera rejeté et José Bové se verra confirmer la peine de six mois de prison ferme et 50000 francs français (7600 euros, environ) d'amende prononcée en 2001 à Montpellier pour la destruction de cultures transgéniques.

QUELQUES PISTES D'ANALYSE

- ✓ De manière générale, on peut estimer que les actions menées par les paysans du Larzac ont une grande légitimité. En effet, l'État veut prendre possession de leurs terres pour étendre un camp militaire. Or en tant qu'agriculteurs, ceux-ci vivent précisément des fruits de ces terres, qui représentent leur unique gagne-pain. Il est par conséquent légitime qu'ils défendent leurs biens mais aussi leurs droits et moyens de subsistance.
- ✓ Parmi les actions qu'ils mènent, certaines sont légales — pacte de solidarité, jeûne, manifestations, marches, sittings, grands rassemblements, occupation de fermes (parfois illégalement lorsque ces fermes sont déjà devenues propriété de l'État), remise en état des infrastructures de communication —, et d'autres sont illégales — construction d'une bergerie sans autorisation officielle, labourage des terrains de l'Armée, vol de documents sur le camp militaire...
- ✓ De manière générale, le mouvement de contestation né au Larzac se distingue par une absence totale de recours à la lutte armée; toutes les actions menées par les paysans et ceux qui les soutiennent se caractérisent en effet par la non-violence, ce qui ajoute encore à leur légitimité.
- ✓ En revanche, les opérations menées par l'État français, si elles sont souvent légales, paraissent souvent illégitimes: blocages des manifestations pacifistes (Orléans, Paris...), opérations de discrédit (Mitterrand à l'opération « Moisson pour le Tiers-Monde »), tentative de division des paysans avec l'achat « secret » de parcelles isolées à prix d'or...
- ✓ Dans la liste des moments forts, une action a un statut tout à fait particulier en ce qu'elle apparaît non seulement illégitime mais encore illégale; il s'agit de l'explosion qui détruit une ferme alors que ses habitants (dont sept enfants) sont toujours endormis à l'intérieur. Même si l'implication de l'armée ou des services secrets n'est pas prouvée, cette opération d'intimidation pose évidemment question et n'est pas sans rappeler l'affaire du Rainbow Warrior (voir encadré ci-dessous).
- ✓ L'histoire du Larzac montre un combat déséquilibré, avec la loi du côté de l'État — représentant en principe de toute une nation — et une forme de légitimité du côté des paysans, qui ne sont cependant qu'une centaine et qui ne disposent que de faibles moyens d'action. Dans cette confrontation, la question fondamentale est alors: la loi est-elle au-dessus de la légitimité ou est-ce plutôt la légitimité qui prime sur la loi? Plusieurs réflexions peuvent être faites à ce propos:
 - Une minorité, quelle qu'elle soit, a le droit d'exprimer son opinion, d'affirmer son opposition à des décisions étatiques, de manifester contre ces décisions, de s'y opposer de manière pacifique... De façon générale, elle peut, par ces différents moyens, faire appel à l'opinion publique pour juger des mesures contestées.

1. En situation de crise, certaines décisions doivent évidemment être prises rapidement et surmonter les oppositions éventuelles. Bien entendu, il n'y avait pas de « situation de crise » lors du projet d'extension du camp militaire du Larzac.

- Toutes les décisions d'un appareil d'État, même démocratique, ne sont pas nécessairement légitimes : les élections qui donnent le pouvoir à une majorité n'impliquent pas que toutes les décisions gouvernementales (qui interviennent évidemment après le vote) soient approuvées par les électeurs. Certaines de ces décisions peuvent apparaître comme injustes ou illégitimes (même aux yeux d'une majorité qui n'a pas été formellement consultée) et peuvent donc être contestées.
- Dans des domaines complexes (par exemple, les OGM, l'énergie nucléaire, l'aménagement du territoire...), certaines décisions gouvernementales peuvent même apparaître comme irrationnelles, parce que mal informées, prises par quelques personnes plus ou moins partisans, ou simplement mal évaluées dans leurs différentes conséquences. Ainsi, *Tous au Larzac* rapporte les propos du secrétaire d'État à la défense de l'époque qui considérait que les paysans de l'endroit vivaient de façon « moyenâgeuse » alors que, comme le signale également le film, de nouveaux agriculteurs plus ambitieux s'étaient installés depuis 1965 sur le plateau qui était en train de connaître une nouvelle expansion.
- Si un gouvernement élu démocratiquement tire sa légitimité du vote du plus grand nombre, le pouvoir de la majorité ne peut pas s'imposer sans limites aux minorités, surtout quand ses décisions créent de graves préjudices à ces minorités (ou à certaines d'entre elles). C'est évidemment le cas de l'extension militaire du camp du Larzac : pour les électeurs qui avaient voté pour le gouvernement en place (de Valéry Giscard d'Estaing), cette décision ne créait aucun préjudice (sinon celui extrêmement minime de devoir payer à travers l'impôt le prix des expropriations) ; en revanche, les conséquences étaient évidemment beaucoup plus graves et dommageables pour les paysans expropriés. Face à la gravité des dommages subis, il paraît légitime de dépasser la simple expression d'une opposition et d'engager une lutte non-violente pour s'opposer à ces mesures (même si certaines actions de lutte sont sans doute illégales).
- Dans une démocratie représentative, le vote majoritaire donne le pouvoir à un gouvernement qui agit dès lors dans un grand nombre de domaines. Et il peut en principe imposer ses décisions à l'ensemble de la population. Néanmoins une telle manière de faire, sans concertation ni négociation avec les individus ou les populations concernées, peut être qualifiée d'autoritaire, et l'on peut estimer que, dans la vie sociale ordinaire¹, il est certainement préférable d'essayer de surmonter les divisions et les oppositions par le dialogue et de rechercher une forme de consensus, même minimal. Là aussi, on ne peut qu'être étonné sinon révolté par la « surdité » du pouvoir en place qui refuse de recevoir les paysans du Larzac (notamment quand ils « montent » à Paris) ou qui manœuvre en cachette pour essayer de racheter quelques propriétés...
- Le respect des lois et de la légalité en général est une garantie démocratique essentielle, mais ce seul respect ne suffit pas à garantir que les décisions prises soient justes ou légitimes. Même juridiquement fondée, chaque mesure mérite une évaluation proprement politique : valait-il vraiment la peine de sacrifier autant de terres paysannes à l'extension d'un camp militaire ? Il n'y a sans doute pas de réponse unique à cette question, et chacun y répondra de façon différente en fonction notam-

ment de ses opinions plus ou moins pacifistes, mais il est légitime de poser la question. Le débat est sans doute une vertu essentielle en démocratie où la légitimité des mesures politiques ne se limite pas à leur seule légalité. Et ce que montre certainement *Tous au Larzac*, c'est précisément comment une population jusque-là isolée parvient à construire un tel dialogue démocratique entre ses différents membres mais aussi avec l'ensemble de la nation.

La violence d'Etat: l'affaire du Rainbow Warrior

Tous au Larzac reprend une intervention télévisée du président Giscard d'Estaing qui, interrogé sur la lutte des paysans du Larzac, invoque les institutions qui sont censées garantir les décisions prises par l'État et ses représentants. Si l'on ne peut nier l'existence d'un État de droit en France à cette époque, il faut également constater que certains appareils de cet État ou même certains personnels n'ont pas hésité à différents moments à enfreindre cette légalité pour imposer ou essayer d'imposer le pouvoir d'État à des individus « récalcitrants ». Dans *Tous au Larzac*, on rappelle ce triste épisode du plasticage de la maison d'une famille paysanne, un attentat qui ne fut jamais élucidé. S'il n'est donc pas possible de désigner les responsables de cet acte, d'autres affaires similaires ont permis d'établir de façon indubitable que certains services français ont effectivement recouru au même genre de procédés totalement illégaux. Ce fut le cas en particulier lors de l'affaire du Rainbow Warrior (on remarquera que cette affaire est survenue sous la présidence de François Mitterrand, ce qui témoigne de la persistance de ce genre de pratiques malgré le changement de majorité politique).

Le 10 juillet 1985, des membres de l'association Greenpeace se dirigent vers l'atoll de Mururoa à bord d'un bateau nommé le « Rainbow Warrior », pour protester contre les essais nucléaires français dans le Pacifique sud. Un peu avant minuit, alors que le bateau est amarré dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande, deux charges fixées à la coque par les services secrets français (DGSE) explosent, faisant un mort parmi les douze occupants présents à bord. Très vite la responsabilité de la DGSE dans cet attentat contre le Rainbow Warrior est établie, et deux officiers français (qui se présentent sous la fausse identité d'un couple de touristes suisses, les époux Turenge) sont rapidement arrêtés, puis condamnés et emprisonnés. Les résultats de l'enquête, bouclée en deux mois, montreront que le Rainbow Warrior a bel et bien été coulé par des agents (dont les « faux époux Turenge ») appartenant aux services secrets français (DGSE) sur ordre de Charles Hernu, Ministre de la Défense (les autres membres de cette équipe ayant réussi semble-t-il à échapper à la police néo-zélandaise en s'embarquant rapidement sur un voilier). Le 20 septembre 1985, Charles Hernu est contraint de démissionner de ses fonctions tandis que Pierre Lacoste, patron de la DGSE, est limogé.

L'explosion qui détruit la nuit une ferme du Larzac alors que toute une famille s'y trouve endormie présente de grandes similitudes avec l'explosion des charges qui a coulé le Rainbow Warrior. Dans ce cas, l'absence de victime explique sans doute qu'il n'y ait pas eu d'enquête approfondie et qu'aucun responsable n'ait été formellement désigné ni a fortiori poursuivi et condamné.

Pour ne pas conclure à ce sujet, on remarquera simplement que l'existence de services secrets, pouvant mener des actions illégales en dehors du territoire national (et parfois sur le territoire national), soumis directement au pouvoir exécutif et non contrôlé par le pouvoir parlementaire, pose question dans les régimes démocratiques.

COMPRENDRE LE CONTEXTE HISTORIQUE: les luttes sociales et leur évolution

Les événements évoqués dans *Tous au Larzac* s'étalent sur une longue décennie, depuis le début des années 1970 jusqu'à l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République française en 1981. Cette époque révolue peut paraître à la fois proche — par certains aspects des combats menés ou par les personnes qui les évoquent et qui, comme José Bové apparaissent toujours dans l'actualité — et plus lointaine — qu'il s'agisse de certains propos tenus sur la société de consommation ou de certains mouvements comme les « hippies » ou les « Maos » qui semblent aujourd'hui démodés —.

Est-il alors possible de dépasser cette impression intuitive et de déterminer de façon plus précise les spécificités de cette époque, tout en soulignant les ressemblances éventuelles avec la nôtre ? Bien entendu, entre deux périodes historiques quelconques (comme entre deux objets pris au hasard), il est possible de trouver une multitude d'analogies mais aussi de différences plus ou moins importantes, plus ou moins secondaires. Pour mener une telle comparaison, il faut donc déterminer un critère de pertinence qui variera en fonction du point de vue adopté : si l'on s'intéresse par exemple à la mode, on retiendra des particularités vestimentaires qui paraîtront accessoires à un observateur de la vie politique.

Dans la perspective ouverte par le film *Tous au Larzac*, il semble assez évident de s'intéresser à l'histoire des luttes sociales et aux différentes formes qu'elles ont pu prendre en particulier au cours du 20^e siècle. Comment peut-on alors décrire cette histoire et déterminer de façon plus précise la place qu'y a occupée la lutte des paysans du Larzac contre l'extension d'un camp militaire ? Pour ne pas remonter indéfiniment dans le temps — l'histoire des paysans est multimillénaire... —, il paraît pertinent de replacer cette période de façon relativement contrastée entre l'avant et l'après, entre les moments immédiatement précédent et suivant où les luttes sociales se sont exprimées de façon suffisamment spécifique pour qu'on puisse considérer qu'il s'agit de périodes différentes.

Ainsi, on peut sans doute distinguer trois grands « moments » significatifs qu'on dénommera de façon sommaire comme les luttes ouvrières de la fin du 19^e siècle aux années 1960, la « contestation » sociale de mai 1968 au début des années 1980, et enfin la lutte contre la précarité des années 80 à aujourd'hui. On va à présent essayer de caractériser de façon plus détaillée ces trois époques.

1. LES LUTTES OUVRIÈRES

L'Europe se signale à partir du 19^e siècle par une industrialisation rapide (sidérurgie, industries mécaniques, chemins de fer, électrification...) qui va profondément transformer les sociétés de l'époque : les industries encore faiblement automatisées demandent en effet une main d'œuvre ouvrière abondante, entraînant à la fois un important exode rural et une forte urbanisation. En France où l'industrialisation est moins rapide, la population rurale (qui comprend des paysans mais aussi de nombreux artisans) restera néanmoins majoritaire jusqu'au début du 20^e siècle.

Dès le 19^e siècle, en particulier dans les pays les plus industrialisés, les ouvriers entrent alors en conflit avec le patronat et revendiquent notamment de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail (comme la limitation du temps de travail). **Grèves** et **manifestations** sont les grands moyens de lutte du prolétariat urbain. Des philosophes, des économistes, des penseurs politiques vont à la même époque essayer de comprendre les transformations sociales et économiques en cours, en expliquer l'évolution et les mécanismes et soutenir (pour certains d'entre eux) les revendications ouvrières.

Le plus célèbre de ces penseurs est Karl Marx (1818-1883) qui propose un modèle explicatif relativement simple des transformations sociales en cours dans toute l'Europe mais aussi aux États-Unis. L'industrialisation, qui permet un accroissement important de la production de biens, est inéluctable, entraînant entre autres le déclin de la société paysanne. Mais elle voit s'opposer deux classes sociales aux intérêts inconciliables, d'une part, le prolétariat qui ne possède pratiquement rien et est donc contraint de vendre sa force de travail, et, d'autre part, la bourgeoisie capitaliste, qui possède l'ensemble des moyens de productions et qui exploite la force de travail ouvrière et en retire une plus-value (c'est-à-dire la différence entre les salaires payés aux ouvriers et la valeur du travail qu'ils fournissent effectivement). Pour Marx, cette contradiction ne pourra que s'aggraver parce que le développement de la production industrielle exige un nombre toujours croissant d'ouvriers dont les capitalistes (soumis entre eux à la concurrence) essaient de diminuer constamment les salaires, provoquant ainsi la paupérisation croissante du prolétariat. Enfin, les groupes sociaux intermédiaires – petits-bourgeois, employés, commerçants, professions intellectuelles... — sont nécessairement condamnés à disparaître à cause de la concurrence capitaliste effrénée, le plus souvent par la prolétarianisation de leur condition sociale.

Cette théorie (exposée notamment dans l'ouvrage célèbre de Marx, *Le Capital*) a été vulgarisée entre autres par les partis politiques, avant tout socialistes et communistes, qui se sont voulus les représentants et les défenseurs du monde ouvrier. Elle a dès lors contribué de façon indirecte à forger ce qu'on peut appeler la conscience ouvrière, c'est-à-dire la manière dont les ouvriers (ou au moins un grand nombre d'entre eux) se représentent la société où ils vivent. Cette conscience ouvrière se caractérisera ainsi par quelques traits essentiels.

Les ouvriers se représentent comme une **majorité** de la population, comme la part essentielle et la plus importante du « **peuple** », par opposition à une minorité constituée d'exploiteurs et de profiteurs, à savoir essentiellement les patrons et les financiers (banquiers, etc.). Par ailleurs, l'importance sociale du

monde ouvrier résulte avant tout de sa **force de travail** qui est essentielle à la production économique : la grève générale de l'ensemble des ouvriers entraînerait nécessairement l'arrêt de tout le système capitaliste et pourrait même provoquer à terme sa disparition.

UN MOMENT ESSENTIEL : LE FRONT POPULAIRE EN 1936

Les luttes ouvrières se déroulent d'abord au niveau des entreprises, qu'il s'agisse de mouvements de revendication, de grèves ou parfois de conflits plus violents. Mais, dès le 19^e siècle, beaucoup d'ouvriers prennent conscience de la nécessité de transformer leurs luttes en un **combat politique** à un niveau non plus local mais national. Ce rôle proprement politique sera notamment assuré par des partis ouvriers, d'abord socialistes puis communistes (après la révolution bolchevique en Russie en 1917).

Dans les pays comme la Belgique où n'existe pas, au 19^e siècle, le suffrage universel, les partis ouvriers en feront une de leurs premières revendications, mais ce droit de vote (acquis en 1919¹) ne suffira cependant pas à leur assurer une majorité absolue. En France, où, jusqu'au 20^e siècle, la majorité de la population demeure rurale et généralement méfiante à l'égard des partis ouvriers, ceux-ci restent également minoritaires et sont en outre divisés entre socialistes et communistes (ces derniers se réclamant de la révolution bolchevique en Russie).

Mais la crise économique qui, à partir de 1928, secoue les États-Unis puis l'Europe, a de graves répercussions sociales (un appauvrissement général, une augmentation importante du chômage...) et politiques (en particulier la prise du pouvoir par les nazis en Allemagne en 1933 et la montée des partis fascistes dans de nombreux pays). Aux élections législatives de mai 1936, les partis de gauche — SFIO (socialiste), Parti radical-socialiste (centre gauche) et Parti Communiste — forment une coalition qui, sous le nom de Front populaire, récolte près de 57% des suffrages. Le socialiste Léon Blum constitue alors un gouvernement, même si le Parti Communiste se contente de lui apporter son soutien extérieur sans y participer. Conscient de la fragilité de sa victoire, qui dépend en particulier du ralliement du Parti radical-socialiste, Blum propose un programme de réformes relativement modérées.

Mais, rapidement, éclatent des grèves dans tout le pays qui concernent plus de deux millions de salariés et qui paralysent les industries les plus importantes les unes après les autres. Aux grèves s'ajoutent de nombreuses occupations d'usines, d'ateliers, de magasins, de chantiers navals. Le climat est à la fois révolutionnaire — on parle de mettre fin au système capitaliste —, pacifique et festif : des bals sont organisés dans les usines occupées, une euphorie générale règne dans le monde ouvrier, et beaucoup pensent que « tout est possible » (comme l'affirme dans un article le responsable socialiste Marceau Pivert).

Très rapidement, devant l'ampleur des mouvements de grève, le gouvernement de Léon Blum réunit les représentants du patronat et ceux du principal syndicat (la CGT) qui concluent le 7 juin les accords dits « de Matignon ». Ces accords accordent notamment aux salariés des augmentations entre 7 et 15 % et reconnaissent les représentations syndicales dans les entreprises ainsi que les conventions collectives (qui concernent tout un secteur industriel au lieu de ne s'appliquer qu'à une seule entreprise). Des lois votées dans la foulée par le Parlement limitent la durée du travail hebdomadaire à 40 heures (au lieu de 48) et accordent aux salariés quinze jours de congés payés par an.

1. On signalera tout de même que le droit de vote ne sera accordé aux femmes en Belgique qu'en 1948... Le suffrage n'était donc pas jusque-là vraiment « universel ».

D'autres lois suivront sur les retraites de mineurs, les allocations de chômage (jusque-là inexistantes) ainsi que sur la nationalisation de certains secteurs essentiels comme l'armement et les chemins de fer (avec la création de la SNCF en janvier 1938 qui regroupe d'anciennes compagnies privées). À l'été 1936, dans un climat toujours aussi euphorique, de nombreux ouvriers partent pour la première fois de leur vie en vacances, que ce soit à la mer ou à la campagne. D'autres mesures moins spectaculaires dans le domaine de la culture, des sports et des loisirs laisseront également une empreinte durable dans les esprits.

Les difficultés vont néanmoins rapidement apparaître et provoquer la chute du Front populaire. Au niveau économique, la fuite des capitaux menace la stabilité du franc, tandis que l'augmentation des salaires et des dépenses publiques (notamment en faveur du réarmement dirigé contre l'Allemagne nazie) provoque une hausse des prix alors que la production elle-même diminue. La violence des attaques (en particulier de l'extrême-droite) contre le gouvernement de Léon Blum suscite finalement la méfiance et l'inquiétude des classes moyennes représentées par le Parti radical-socialiste. Les députés radicaux font bientôt défection, signant ainsi la fin du Front populaire en avril 1938.

Dans la mémoire collective, l'été 1936 restera néanmoins comme le moment d'une victoire ouvrière, remportée grâce notamment à des grèves d'une ampleur sans précédent, redonnant également dignité à une classe jusque-là exploitée et méprisée par les puissants.



1. Pour rappel, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) regroupe les principaux pays développés, démocratiques et partisans d'une économie de marché.

2. LES MOUVEMENTS DE CONTESTATION

Alors que le Front populaire triomphe en France, le nazisme hitlérien assoit son pouvoir dictatorial en Allemagne avant de précipiter en septembre 1939 l'Europe entière puis le monde dans la guerre. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe se retrouve divisée entre deux blocs antagonistes, l'un dominé par l'Union Soviétique et l'autre par les États-Unis, deux nouvelles superpuissances.

Après les destructions de la guerre, l'Europe occidentale connaîtra un développement économique régulier (grâce notamment au plan Marshall d'aide américaine à la reconstruction) qui se traduira par une croissance importante de la production des biens et des services, par une situation de plein emploi dans la plupart des pays industrialisés (membres de l'OCDE¹) ainsi que par une forte natalité (qu'on surnommera le « baby-boom »). Cette période qui s'étale de 1945 à 1973 (moment du premier choc pétrolier) sinon au-delà, sera surnommée les « Trente Glorieuses » (par le démographe Jean Fourastié en 1979) et se caractérise notamment par de nombreuses innovations technologiques, l'élévation générale du niveau de vie (symbolisée notamment par des biens de consommation comme la voiture, la télévision ou les ustensiles électro-ménagers), par l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail et par une augmentation moyenne et régulière du niveau d'éducation scolaire (nécessitée d'ailleurs par le développement technologique). Dans les différents pays occidentaux, l'État va jouer en particulier un rôle central dans la **redistribution des richesses** ainsi créées par la mise en place de différents **systèmes de protection sociale** qui assurent aux travailleurs et à leurs familles des revenus en cas de maladie, de chômage et de retraite ; les conventions collectives (généralement signées sous l'égide des États) permettront également de mieux répartir les richesses entre travailleurs et employeurs.

Ce contexte inédit explique que le combat ouvrier va perdre, notamment à l'apogée de cette période, pendant les années 1960 surnommées les *Golden Sixties*, une partie de son acuité alors que la **prospérité** semble générale dans ce qu'on appelle désormais « **la société de consommation** ». Des évolutions moins visibles vont par ailleurs accentuer ce phénomène : si les ouvriers représentent plus de 50% de la population active, le travail à la chaîne toujours bien présent (notamment dans la construction automobile) laisse progressivement la place à des métiers plus qualifiés, demandant des compétences technologiques nouvelles et entraînant de ce fait une diversification de la condition ouvrière. On assiste par ailleurs au développement, à côté des secteurs agricole et industriel, d'un nouveau secteur « tertiaire » qui regroupe entre autres les services, le commerce, les transports, l'éducation, la culture, les administrations, les entreprises financières... Cette double évolution — innovations technologiques et tertiarisation des économies occidentales — n'apparaîtra cependant dans toute son ampleur que plus tard à partir des années 1980.

Mais dès les années 60, on voit apparaître, à côté du monde ouvrier toujours bien présent, de **nouveaux mouvements sociaux**, incarnés par des groupes souvent minoritaires mais très actifs. Ces mouvements se caractériseront par leur diversité d'orientations et d'objectifs, et, s'ils noueront des alliances souvent éphémères, ils resteront souvent irréductibles les uns aux autres et connaîtront de ce fait des évolutions contrastées, même si les médias les résumeront sous l'étiquette générale de « mouvements de contestation ».

1. Dans *Tous au Larzac*, on entend un militant s'exclamer « Et, à la fin crevons d'être trop riches, d'être trop gras, d'être trop cons ! », ce qui résume bien les critiques adressées alors à la société de consommation mais qui semble désormais en déphasage avec la société actuelle : aujourd'hui, on se sent menacé (peut-être de façon excessive) par la précarité, la crise, le chômage...

Parmi ces multiples mouvements, on peut relever d'abord ceux qui **critiquent** la « société de consommation » des années 60. Ces critiques se font alors au nom de valeurs ou de motifs différents. Les défenseurs de la classe ouvrière voient dans cette société de consommation une fausse abondance de biens de médiocre qualité (comme les constructions d'HLM rapidement dégradées) qui a pour effet d'affaiblir la conscience et la combativité ouvrières. De façon plus générale, beaucoup critiquent **l'aliénation** induite par ce système de consommation effrénée qui substituerait le désir d'objets matériels à des valeurs plus hautes, qu'il s'agisse de la lutte sociale, de la réflexion politique ou philosophique, de la recherche de valeurs spirituelles ou encore de relations humaines plus authentiques ou plus chaleureuses¹ : la **télévision** en particulier est alors accusée d'abêtir ses spectateurs par des programmes de divertissement sans intérêt.

Enfin, certains commencent à critiquer les dégâts divers qu'occasionne ce système économique fondé sur une croissance ininterrompue : c'est le début des mouvements **écologiques** qui se préoccupent de l'accumulation des déchets plus ou moins toxiques, du caractère limité des énergies fossiles, de la destruction continue des milieux naturels (pour les besoins de l'agriculture comme de l'industrie) et d'une pollution qui augmente nécessairement avec la consommation... En Europe occidentale en 1967, le naufrage du pétrolier Torrey Canyon au large de la Grande-Bretagne provoque la première grande marée noire qui s'étendra dans toute la Manche et touchera aussi bien les côtes de Cornouailles que de Bretagne, suscitant ainsi la première prise de conscience dans l'opinion publique des dégâts environnementaux que peut entraîner le progrès technologique.

Alors que le mouvement ouvrier critiquait avant tout le système de production et de répartition des richesses, les mouvements de contestation mettent alors en cause **tout un mode de vie**, soit parce qu'il paraît aberrant (comme la société de consommation), soit parce qu'il paraît injustement contraignant. Ce sera le cas en particulier des féministes (réunies autour du Mouvement de Libération de la Femme) qui réclament le droit à la contraception et à l'avortement et dénoncent le partage traditionnel des rôles et des tâches selon les sexes. Si les revendications féministes sont anciennes (et remontent notamment au mouvement des suffragettes au début du 20^e siècle en faveur du droit de vote des femmes), l'augmentation importante des emplois féminins dans les années soixante (nécessité d'ailleurs par une croissance économique soutenue) va rendre beaucoup moins tolérables les inégalités entre hommes et femmes notamment dans le domaine salarial : en Belgique par exemple, trois mille ouvrières de la FN de Herstal (Fabrique nationale d'armes de guerre) se mettent en grève en février 1966 pour l'application immédiate du principe « À travail égal, salaire égal ». C'est une des premières fois qu'un nombre aussi important de femmes s'engage dans une lutte sociale en faveur de l'égalité entre les sexes.

Dans une société complexifiée où ne s'opposent plus seulement un prolétariat majoritaire et un patronat minoritaire, apparaissent de **nouvelles fractures** et de **nouveaux groupes sociaux** dont la définition pose alors question : c'est en particulier le cas de la « jeunesse » qui se signale par une culture, des goûts musicaux, des choix vestimentaires, un style de vie, en rupture avec ses aînés. La **jeunesse** — même mal définie — apparaît alors à la pointe de la contestation du mode de vie « bourgeois » ou « petit-bourgeois » de leurs

parents, qui se caractérisait notamment par le culte du travail, le respect des traditions, le contrôle de la sexualité (notamment par le mariage), la soumission aux autorités morales, religieuses ou politiques.

Le mouvement **hippie** né aux États-Unis dans les années 60 avant de se répandre en Europe apparaît comme une « contre-culture » qui se signale aussi bien par son refus de l'autorité, par son pacifisme, son esprit communautaire (à l'opposé de la « famille bourgeoise), son désir de jouissance immédiate (le travail étant ressenti comme une aliénation), sa volonté d'une « libération sexuelle » débarrassée des anciens tabous, sa recherche d'expériences inédites comme les drogues hallucinogènes. Au niveau de l'apparence corporelle et vestimentaire, les hippies se feront remarquer par leurs cheveux longs, leurs chemises à fleurs, leur goût pour les couleurs vives (à l'opposé aussi bien des bleus de travail que des sombres costumes bourgeois), leur tenue décontractée et « unisexe » (c'est à cette époque que se répand le jean aussi bien pour les filles que pour les garçons). Ce mouvement culminera en particulier dans l'organisation des premiers rassemblements musicaux en plein air comme le festival de Woodstock en août 1969 auquel participent les grands noms de la « pop music » (Jimmy Hendrix, Janis Joplin, Santana, Joe Cocker...) et auquel assistent 500 000 personnes !

Le **pacifisme** très présent dans le mouvement hippie prend alors une ampleur inédite dans l'opinion publique notamment aux États-Unis qui sont engagés depuis 1964 dans la guerre du Viêt-Nam contre les forces communistes du gouvernement de Hanoï (soutenu par la Chine et l'URSS) : tous les jeunes Américains, qui sont soumis à la conscription militaire, sont en effet susceptibles d'être envoyés combattre dans ce qui apparaît comme une « sale guerre » où les effectifs américains monteront à plus de 500 000 hommes en 1968 (avant de décroître progressivement jusqu'au désengagement complet en 1973). La France, qui est sortie péniblement de deux guerres coloniales (en Indochine puis en Algérie), n'échappe pas non plus à ce pacifisme dont les manifestations (par exemple en février 1968 à Paris) visent notamment l'engagement militaire américain au Viêt-Nam.

D'autres mouvements inédits vont encore apparaître dans les années 60 et 70. On signalera notamment les mouvements **régionalistes** et/ou **autonomistes** dans un pays comme la France qui a une forte tradition centralisatrice : Basques, Corses, Bretons, Occitans vont revendiquer une plus grande autonomie, sinon parfois l'indépendance, ainsi que la reconnaissance de leur culture et surtout de leur langue propre, soumise par l'administration et par l'école (devenue obligatoire pour tous) à la pression du français, seule langue officielle. On se souviendra évidemment que le Larzac appartient à la région occitane, ce qui explique le slogan que l'on vit fleurir sur les murs et sur les banderoles : « Gardarem lo Larzac » (ce qui signifie bien sûr « nous garderons le Larzac »...)

Si l'on essaie de synthétiser ces différents mouvements de contestation, on peut sans doute dire qu'ils marquent le passage d'une lutte essentiellement socioéconomique, caractéristique du mouvement ouvrier, à un combat contre différentes formes de **domination**, domination étatique, domination institutionnelle, domination traditionnelle, domination familiale ou parentale, domination masculine, domination linguistique, domination culturelle... Ne sont plus seulement visées (comme dans la lutte ouvrière) les inégalités écono-

miques, les mauvaises conditions de travail, la misère, l'insécurité sociale (provoquée entre autres par le chômage, la maladie ou la vieillesse), mais aussi **les rapports de domination** entre des individus, des groupes, des institutions, des « forces » d'inégale importance. Généralement, les groupes dominés apparaîtront comme minoritaires — comme ce fut le cas au départ des paysans du Larzac —, mais un « changement d'échelle » suffira souvent à modifier cette impression : minoritaires face à l'État français (qui les traite d'ailleurs comme « quelques » paysans archaïques), les protestataires du Larzac parviendront à rassembler la majorité des habitants du plateau et en particulier les agriculteurs, qu'ils soient ou non concernés par les expropriations militaires. De la même façon, les institutions étatiques ou para-étatiques comme l'école, le système de soins (par exemple psychiatriques), les prisons, l'armée ou la police, dont l'action semble légitimée par le caractère démocratique des États dont ils dépendent, vont être confrontées à différentes exigences de démocratisation de la part de leurs « utilisateurs », lycéens, étudiants, malades, « fous », prisonniers, conscrits, etc., organisés en comités qui questionnent le fonctionnement peu démocratique (à leurs yeux) de ces institutions.

En outre, chaque mouvement de contestation parviendra à nouer des **alliances** plus ou moins efficaces avec d'autres mouvements et plus largement à obtenir l'appui de l'opinion publique à travers en particulier le relais des médias. C'est une différence importante avec la période précédente : alors que, comme on l'a vu, les luttes ouvrières recherchaient avant tout un relais politique, notamment à travers les partis de gauche, — l'État pouvant se poser ensuite en arbitre entre le patronat et les syndicats —, les mouvements de contestation s'adresseront d'abord et plus largement à **l'opinion publique** qui sera appelée à juger de la légitimité des revendications de chacun de ces mouvements.

UN MOMENT SIGNIFICATIF : MAI 68 ET SUITES

Mai 68 est resté dans la mémoire collective comme le grand moment de la contestation étudiante en France. Mais ce mouvement reste aujourd'hui encore l'objet d'interprétations différentes.

Au départ, il s'agit d'une agitation étudiante, liée notamment à des manifestations contre la guerre du Viêt-Nam et qui touche rapidement les universités parisiennes (dont la Faculté de Nanterre et la prestigieuse Sorbonne). L'intervention de la police à la Sorbonne (le 3 mai), la mise en cause de quelques leaders étudiants (convoqués devant un conseil de discipline) vont provoquer des manifestations violentes dirigées essentiellement contre la police. Les étudiants dressent pendant plusieurs nuits consécutives des barricades dans le Quartier Latin à Paris qui sont attaquées et évacuées par les CRS (Compagnies Républicaines de Sécurité). Les heurts seront violents avec jets de pavés et de cocktails Molotov, voitures incendiées, destructions multiples, coups de matraques, arrestation de centaines d'étudiants et blessés par milliers. La violence de la répression policière (notamment dans la nuit du 10 au 11 mai) suscitera l'indignation dans l'opinion publique qui marquera sa sympathie aux étudiants. Quelques jours plus tard, le 13 mai, une énorme manifestation verra d'ailleurs les syndicats défiler avec les étudiants pour protester contre ces brutalités policières.

L'agitation va cependant rapidement s'élargir et toucher toute la société française, les arrêts de travail et les grèves gagnant bientôt l'ensemble du pays.

On peut parler d'une grève générale spontanée (ni les syndicats ni les partis de gauche ne l'ont provoquée ni même demandée), et la France se retrouve progressivement à l'arrêt. Pendant plusieurs jours, dans les universités mais aussi dans les usines et les différents lieux de travail occupés pacifiquement ont lieu des débats passionnés, s'organisent des « assemblées générales » de toutes sortes, se répandent les slogans les plus divers et s'inventent un « autre monde », une « autre manière de vivre », une « autre société »... Pendant dix jours, le pays est entièrement paralysé, les pénuries (en particulier d'essence) apparaissent, et le pouvoir du général de Gaulle (alors président de la République) semble vaciller.

Le gouvernement (dirigé par le premier ministre Georges Pompidou) est contraint de négocier sous la pression populaire, et il va rapidement conclure le 27 mai les « accords de Grenelle » avec le patronat et les syndicats, accords qui prévoient une augmentation du salaire minimum (SMIG) de 25 % et des salaires de près de 10 %. Ces accords ne suffisent cependant pas à apaiser la tension ni auprès des étudiants ni des ouvriers, et les grèves et occupations continuent partout dans le pays.

Dans ce climat de paralysie générale, qui commence à inquiéter une partie de l'opinion publique, De Gaulle intervient finalement le 30 mai à la télévision pour annoncer la dissolution de l'Assemblée nationale et des élections pour la fin juin : lui-même, dont le mandat présidentiel n'est pas arrivé à échéance, refuse pourtant de se retirer. Cette intervention fait basculer une partie de l'opinion, et, après le grand « désordre » de mai, les élections signeront la victoire du parti gaulliste qui les gagne avec une majorité encore renforcée.

Malgré cette victoire apparente du pouvoir en place, Mai 68 marque une rupture dans l'histoire sociale et culturelle française (et même européenne), moins par ses effets immédiats que par ses conséquences à long terme : les autorités « traditionnelles » — la famille, l'école, la patrie, l'État, ... — sont remises en cause au profit d'une plus grande liberté et autonomie individuelles, notamment en matière de mœurs, ainsi que d'une exigence d'égalité accrue (par exemple entre hommes et femmes, entre jeunes et vieux, entre représentants institutionnels et utilisateurs des institutions...).

Les étudiants, qui sont le « moteur » de Mai 68, apparaissent à cette époque comme **un groupe relativement nouveau**, émergeant suite à une première démocratisation de l'enseignement qui a vu augmenter la population universitaire dans les années 60. Cette augmentation, qui résulte des exigences d'une économie développée mais également du désir des familles d'assurer un avenir meilleur à leurs enfants (qui sont ainsi poussés à prolonger leurs études), va cependant se heurter à certaines contraintes du marché du travail : en France, une partie des étudiants universitaires (notamment dans les facultés de lettres et de sciences humaines) ne trouvent pas immédiatement de poste ou doivent accepter des emplois moins bien payés ou moins prestigieux que ceux auxquels ils auraient pu s'attendre (même si l'on ne peut certainement pas parler alors d'une « dévaluation » des diplômes, qui interviendra seulement à partir du milieu des années 1970¹). Par ailleurs, et de façon sans doute plus significative, la période des études supérieures est pour beaucoup, malgré les contraintes scolaires, un moment de découverte, de liberté (notamment à l'égard des parents), de nouvelles relations et surtout de camaraderie intense (repoussant d'ailleurs l'âge du mariage et de l'entrée dans la vie conjugale).

1. Louis GRUEL, *La Rébellion de 68. Une relecture sociologique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004.

Cette situation explique sans doute le caractère relativement vague et souvent utopique — « il est interdit d'interdire », « Sous les pavés la plage », « Soyez réalistes, demandez l'impossible », « Jouissez sans entraves »... — des revendications du mouvement étudiant, mais également la volonté des groupes les plus politisés (étudiants communistes, maoïstes, trotskistes...) de lier cette contestation à la lutte de la classe ouvrière, perçue comme le véritable acteur de la révolution possible et du changement social. Mais cet élargissement du mouvement à l'ensemble de la société française, plongée effectivement dans une grève générale, ne se fera pas sans un **malentendu** important, les principaux syndicats s'engageant rapidement, comme l'a vu, dans la négociation avec le patronat et l'État pour obtenir des avancées salariales et pour empêcher la « faillite » de l'économie.

1. Souvent les portes des usines en grève resteront fermées aux délégations d'étudiants.
2. Robert Linhart fut un de ces étudiants qui a décrit son expérience dans *L'Établi*, Paris, Minuit, 1978.
3. Dans le film, on évoque ainsi les débats entre les partisans d'un pacifisme intransigent (« pas d'armée ») et ceux d'une « armée populaire » (il s'agit certainement des maoïstes admirateurs de l'Armée Populaire de Chine)

Cette attitude¹ suscitera une grande désillusion chez les étudiants notamment politisés qui refuseront de comprendre un tel abandon de la lutte. Après mai 68, certains chercheront à tout prix à renouer avec la classe ouvrière (qu'ils estiment trahie ou trompée par les syndicats), en allant même jusqu'à « s'établir » en usine (c'est-à-dire se faisant engager en usine, malgré leurs diplômes, comme des ouvriers non qualifiés²); mais la plupart des étudiants tenteront alors de susciter de **nouvelles expériences** de lutte et de contestation ou de se joindre à **d'autres mouvements émergents**. C'est certainement ce qui explique la présence (signalée dans le film de Christian Rouaud) d'étudiants maoïstes sur le plateau du Larzac dans un combat qui n'a pourtant pratiquement rien à voir avec celui des ouvriers. Même si ces militants d'inspiration marxiste croient encore au rôle « moteur » de la classe ouvrière, les mouvements de contestation sont à l'époque beaucoup plus multiformes, poursuivant des objectifs différents parfois contradictoires³, tout en nouant des alliances plus ou moins temporaires entre eux : à côté des étudiants maoïstes, on trouvera effectivement au Larzac des hippies, des régionalistes, des pacifistes, des écologistes, des communautés en quête de spiritualité...



3. CRISE ÉCONOMIQUE ET LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ

En octobre 1973, suite à la guerre israélo-arabe du Kippour, les pays membres de l'Opep (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) décident d'un embargo sur le pétrole à destination de l'Europe et des États-Unis qui soutiennent Israël. C'est le premier choc pétrolier qui agit comme un détonateur¹ sur l'économie des pays occidentaux qui entrent dans une crise de longue durée.

Parmi les traits de cette crise, relevons d'abord la **baisse de la croissance**, qui, de 3 à 5% par an en Europe pendant les « Trente Glorieuses », descend entre 1 et 2% (sinon parfois moins), même si les États-Unis affichent à certaines périodes des taux supérieurs. Ce ralentissement s'accompagne de profondes mutations socioéconomiques qui, dans les pays occidentaux, verront disparaître d'anciennes industries peu performantes et peu rentables, et apparaître de nouveaux secteurs d'activités porteurs de nouvelles technologies (en particulier informatiques). Ce développement technologique concernera également d'anciennes industries (comme la sidérurgie ou la construction automobile) qui, pour survivre dans un marché de plus en plus concurrentiel, augmenteront leur productivité grâce à ces nouvelles technologies comme la robotique. Mais cela aura pour conséquence une diminution de l'emploi ouvrier dans ces secteurs, tout en exigeant une amélioration générale de la formation des travailleurs.

Parallèlement à ces transformations socioéconomiques en Occident, des « pays émergents » (Chine, Inde, Viêt-Nam...) connaissent un développement rapide grâce notamment à des bas salaires qui attirent les capitaux et les investissements. Cette **mondialisation de l'économie**, qui crée une concurrence entre des régions éloignées (permise par un développement important des moyens de transport dont les coûts sont décroissants), provoque de vives tensions au sein des pays anciennement industrialisés entre des **secteurs très compétitifs** et de haute performance, tournés vers l'exportation (l'aéronautique, la programmation informatique, l'Internet, la pharmacie...) et d'autres secteurs également exposés à la concurrence internationale mais **moins performants**, dont la situation se dégrade parfois jusqu'à la disparition complète (comme l'industrie de l'habillement ou le travail du cuir désormais inexistant en Europe).

Mais la création d'emplois (souvent très qualifiés) dans les secteurs compétitifs ne compense pas nécessairement leur destruction dans les secteurs moins dynamiques². En outre, cette disparité de compétitivité entre firmes ou industries tend à augmenter les **inégalités salariales** entre les différents secteurs dans les pays occidentaux (mais ces inégalités sont encore beaucoup plus spectaculaires dans les pays émergents entre les secteurs compétitifs et le reste d'une économie peu développée). Enfin, au sein de chaque entreprise, **le rôle des cadres** (ingénieurs, techniciens, agents commerciaux, vendeurs...) qui trouvent les nouveaux marchés et qui sont à la pointe des innovations technologiques devient prépondérant pour la rentabilité de l'entreprise, alors que l'emploi ouvrier (surtout le moins qualifié) semble perdre de son importance comme « force de travail » quand il n'est pas réduit à de simples « charges salariales ».

1. À l'époque, l'embargo pétrolier est apparu et a été désigné comme la cause de la crise économique : aujourd'hui les historiens et les économistes y voient plutôt un facteur déclenchant d'une crise dont les causes étaient multiples et sous-jacentes.

2. Pour une discussion sur ces tendances contradictoires, voir Pierre-Noël Giraud, *L'inégalité du monde. Économie du monde contemporain*. Paris, Gallimard (Folio), 1996, p. 267-279.

Si certains secteurs sont fortement exposés à la concurrence internationale, d'autres en sont néanmoins protégés parce qu'ils sont difficilement délocalisables : il s'agit par exemple des services de santé, de l'éducation, du nettoyage, de la maintenance, des multiples services aux personnes et aux ménages, de la construction immobilière, etc. Beaucoup de ces activités relèvent cependant du **secteur tertiaire** (commerce, transports, restauration, services financiers et bancaires, administrations publiques, éducation, santé, action sociale, services aux collectivités...) où le nombre d'emplois dépasse désormais largement celui de l'industrie (aux États-Unis en 1999, l'agriculture occupe moins de 1 % de la population active, l'industrie à peine 23 % et les services 74 %).

Par ailleurs, la mondialisation de l'économie s'est accompagnée d'une **libéralisation des capitaux** qui, grâce entre autres aux réseaux informatiques, peuvent désormais être investis pratiquement n'importe où dans le monde à n'importe quel moment, là où les opportunités de profit semblent les meilleures. On parle ainsi de « financiarisation de l'économie », c'est-à-dire d'un recours croissant de la part des entreprises au financement et à l'endettement pour développer leurs activités de production (ce qui implique bien sûr un « retour sur investissement » en direction des prêteurs sous forme notamment d'intérêts et de dividendes) ; mais ce recours à l'endettement implique plus largement un développement du **système financier** (banques, bourses, assurances...) qui semble ainsi devenir l'acteur prépondérant de l'économie mondiale en subordonnant notamment à ses exigences le patronat industriel. On remarquera que ce capitalisme financier qui ne connaît plus de frontières trouve ses capitaux essentiellement dans les pays développés où se situent les grandes banques et les grandes places boursières : les pays moins développés ne maîtrisent pas ces investissements qu'ils doivent ensuite rembourser avec intérêts.

Enfin, la mondialisation de l'économie a des effets importants sur le rôle des États dans les différents pays occidentaux. Alors que, pendant les « Trente Glorieuses », chaque État jouait un rôle d'arbitre entre les revendications des travailleurs et les exigences patronales de rentabilité, tout en assurant à travers l'impôt une redistribution des richesses produites vers les plus pauvres, la libre circulation des capitaux permet désormais au monde financier d'investir n'importe où et de s'affranchir des anciennes frontières nationales : les **États** perdent alors leur rôle d'arbitre et se retrouvent soumis eux-mêmes à la **concurrence**, notamment au niveau de la taxation des revenus du capital (un pays qui taxe davantage les entreprises devient moins concurrentiel qu'un autre).

Dans ce contexte nouveau, chaque pays adoptera une stratégie différente, certains optant pour une politique nettement plus « libérale » (favorable aux investisseurs), d'autres essayant de conserver les avantages d'un État plus « redistributeur ». Les États-Unis et la Grande-Bretagne, où se trouvent les plus grandes places boursières du monde (Wall Street à New York et la City de Londres), seront ainsi à la tête d'un mouvement « néo-libéral » favorable à une liberté totale des capitaux, mais aucun pays occidental ne parviendra réellement à échapper à cette « logique » concurrentielle : la Communauté Européenne, qui aurait pu jouer le rôle d'un État arbitre et redistributeur, ne parviendra pas à surmonter ses divisions internes (notamment à cause des différences entre les pays les plus riches et les plus pauvres) et ne s'opposera donc pas à la mondialisation de l'économie. Les pays de l'OCDE ont généralement participé au cours des années 80 à la **déréglementation du système financier** et mis fin aux restrictions des mouvements des capitaux dont ils espéraient

1. Pour rappel, l'emploi global peut augmenter mais ne pas suffire à compenser l'augmentation de la population demandeuse d'emploi (augmentation due à la natalité ou à l'immigration).

2. « Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent », Rapport de l'OCDE (2011) disponible en français à l'adresse : <http://www.oecd.org/els/social/inegalite>
3. Il faut souligner ce dernier point dans la mesure où la critique du néolibéralisme se focalise souvent sur les revenus visibles du capital (stock options, dividendes, plus-values, etc.) en négligeant les disparités salariales croissantes.

retirer globalement profit, même s'ils risquaient par ailleurs de perdre une part de leur influence sur ce système.

S'il est absurde de prétendre que cette libéralisation économique entraînerait une paupérisation générale (les revenus moyens dans les économies occidentales continuent à augmenter comme d'ailleurs l'emploi global¹), on constate néanmoins des effets très dommageables en termes d'emploi : les **taux de chômage** restent très élevés dans les pays européens, même s'il y a de grandes disparités régionales (10 % de la population active en moyenne en Europe en 2011, mais 23 % en Espagne contre 5 % aux Pays-Bas). En outre, la concurrence accrue entre les entreprises s'exerce également sur les travailleurs : on constate en particulier un accroissement important des **emplois précaires**, du **travail intérimaire** et des **contrats à durée déterminée**. Alors que la durée des études s'allonge régulièrement, les jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi sont confrontés à de grandes difficultés et sont souvent obligés d'accepter des postes moins bien rémunérés, de courte durée et sans garantie de prolongation, ce qui crée souvent des tensions avec les travailleurs plus âgés qui semblent mieux payés et mieux protégés notamment par les organisations syndicales.

Les États ne pouvant plus exercer leur fonction redistributrice, on constate également à partir des années 1980 un **accroissement des inégalités des revenus** des ménages dans les pays développés, la (faible) croissance profitant essentiellement aux plus riches². Cette évolution inquiétante est présente même dans des pays de tradition plutôt égalitaire comme l'Allemagne ou les pays nordiques et est due principalement à des **écarts salariaux** croissants entre les travailleurs les mieux rémunérés et les moins bien rémunérés (les salaires représentant 75 % du revenu des ménages chez les adultes d'âge actif³). La **précarité**, que ce soit en termes d'emplois ou de revenus, touche ainsi une fraction importante de la population, notamment les jeunes dont l'avenir semble désormais moins assuré que ne l'était celui de leurs aînés au même âge. Et, si cette précarité ne concerne sans doute vraiment qu'une minorité de la population, elle inquiète, dans la plupart des pays développés, une part importante des **classes moyennes** qui se sentent **menacées**, ne serait-ce qu'à travers le destin de leurs enfants.

Cette situation nouvelle — à partir de la crise des années 1970 — a suscité de nouvelles formes de lutte sociale où l'on peut sans doute repérer trois grandes tendances.

La mondialisation croissante de l'économie a entraîné la destruction d'emplois dans les secteurs industriels exposés à la concurrence et peu performants comme la sidérurgie européenne confrontée à de multiples restructurations à partir des années 80. Ces restructurations ont suscité des réactions importantes (manifestations, grèves...) parmi les ouvriers et salariés concernés, mais ces luttes ont difficilement dépassé un niveau **local** dans la mesure où les autres travailleurs (dans les secteurs compétitifs ou dans les secteurs protégés) ont marqué une faible solidarité avec des industries perçues comme vieillissantes et condamnées soit à disparaître soit à se moderniser de façon importante (avec de nécessaires pertes d'emploi).

Le seul relais important dans l'opinion publique a été celui du courant « **altermondialiste** » qui apparaît dans les années 1980 et qui dénonce la mondialisation et la financiarisation de l'économie perçues comme sources d'inégalités croissantes. Il s'agit essentiellement d'un **mouvement d'idées** qui

1. Cette taxe a été suggérée en 1972 par l'économiste américain James Tobin (1918-2002) pour lutter contre la volatilité des taux de change entre monnaies.

2. Le texte complet est notamment disponible à l'adresse suivante : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servelet/BMDictionnaire?idictionnaire=1454>

s'oppose à la « pensée unique » du néolibéralisme et qui propose des mesures alternatives pour limiter ou contrer les effets néfastes de la mondialisation : parmi ces mesures, on relève en particulier la « Taxe Tobin »¹, une taxe de faible ampleur sur les transactions financières qui aurait pour effet de limiter la « volatilité » des capitaux ainsi que les mouvements spéculatifs et dont le rendement (important vu le volume des transactions) pourrait être affecté à des politiques de développement.

Comme tout mouvement d'idées, le courant altermondialiste est partagé entre des tendances plus ou moins réformistes, plus ou moins révolutionnaires dont les options sont débattues lors de grandes réunions internationales comme le « Forum social mondial » qui s'est tenu successivement à Porto Allegre au Brésil (2001, 2002, 2003, 2005), puis à Mumbai en Inde (2004), Nairobi au Kenya (2007), Belém au Brésil (2009), Dakar au Sénégal (2011). Les participants parviendront néanmoins à élaborer un manifeste commun comprenant une série de mesures fondamentales en faveur d'un « autre monde qui respecte le droit à la vie pour tous les êtres humains » : il s'agit entre autres de l'annulation de la dette des pays du Sud, d'une taxation internationale des transactions financières, du démantèlement des « paradis fiscaux » (où les capitaux ne sont soumis à pratiquement aucun impôt), d'un droit pour tous à l'emploi et à la protection sociale, de la promotion du commerce équitable, de la souveraineté et de la sécurité alimentaires de chaque pays, de l'interdiction de la privatisation ou du brevetage de biens communs, de la lutte contre toutes les formes de racisme, de la protection de l'environnement, etc.²

Si ces débats rencontrent un écho certain dans l'opinion publique, ils semblent cependant avoir peu d'effets concrets et immédiats. On voit cependant apparaître pendant la même période d'autres formes de lutte sociale qui portent sur des **objectifs beaucoup plus précis** et limités mais **bien identifiés**. Ces combats ont néanmoins très souvent une dimension transnationale, qui implique des militants de différents pays et qui leur donne une publicité importante. On peut penser en particulier aux combats écologiques contre les OGM (organismes génétiquement modifiés) ou contre les transports de déchets nucléaires. L'internet est également le lieu de plusieurs combats pour défendre aussi bien la liberté d'expression que la liberté d'accès à ce réseau : ainsi, le projet ACTA de lutte contre la contrefaçon et protection du droit d'auteur, soutenu par la plupart des pays développés, a suscité en 2012 de très vives réactions et a été dénoncé par de très nombreux internautes qui sont parvenus à retarder son vote par le Parlement européen (ce fut également le cas pour les projets de lois SOPA et PIPA aux États-Unis, qui, devant l'indignation, furent rejetés — au moins provisoirement — par le Sénat américain). Si l'objet de la lutte est très précis, on remarquera qu'il est cependant mené par une **foule d'internautes** qui se dénomment eux-mêmes « anonymous », n'appartiennent à aucune organisation structurée et se rassemblent de façon très libre en fonction du combat à mener (ils s'en sont pris notamment à toutes les mesures visant à lutter contre le piratage sur Internet mais aussi à l'église de Scientologie et aux sites de paiement en ligne qui ont refusé leur collaboration à *Wikileaks*). Dans la même perspective, on peut citer les groupes de défense des Droits humains qui, pour certains (*Amnesty International*, *Human Rights Watch*), sont relativement anciens mais qui trouvent sans doute une nouvelle audience grâce à l'internet, à côté de nouveaux acteurs très dynamiques (comme *Avaaz* né en 2006).

Enfin, la précarité croissante d'une partie de la population dans les pays développés a suscité de nombreuses réactions citoyennes en direction des différents **groupes** ou **minorités** qui en sont les premières victimes : on a vu ainsi apparaître des comités de chômeurs, des groupes de soutien aux travailleurs immigrés, aux sans-papiers, des manifestations contre les centres fermés de détention des immigrés clandestins, des actions multiples contre les discriminations de toutes sortes. La lutte contre la précarité n'est pas nécessairement le premier objectif de ces différents combats, mais elle constitue sans doute un arrière-plan commun à toutes ces actions, alors que les difficultés sociales et économiques accentuent la concurrence entre les individus et favorisent certainement la stigmatisation de certains groupes minoritaires. En 2011 cependant, le mouvement des **Indignés**, qui débute en Espagne avant de se répandre dans plusieurs pays européens et aux États-Unis, vise d'abord à dénoncer la précarité sociale, l'austérité économique, les dérives du système financier (aux États-Unis, le mouvement se dénomme « *Occupy Wall Street* », et ses militants s'installent effectivement à proximité de la Bourse new-yorkaise), même si les revendications discutées de manière très démocratique restent assez floues.

Ces nouvelles formes d'action sociale, qui se surajoutent aux anciens mouvements sans les faire disparaître, se caractérisent ainsi par plusieurs traits inédits. De la même façon que le capitalisme est devenu mondial, il s'agit de mouvements qui prennent rapidement une **dimension transnationale**, rendue possible notamment par le réseau internet (mais également les facilités de transport...). Alors que les mouvements antérieurs faisaient souvent appel à l'opinion publique (le plus souvent à travers les journaux et la télévision), ces nouveaux activistes s'adressent à des **opinions beaucoup plus fragmentées**, parfois dispersées (comme les « pirates » informatiques), reliées en « réseaux » horizontaux, et constituent en général des groupes **informels**, faiblement structurés, peu ou pas du tout centralisés. Par ailleurs, contrairement aux luttes ouvrières, ils recherchent rarement l'appui des **partis politiques** vis-à-vis desquels ils éprouvent une grande **méfiance** (le mouvement des Indignés en Espagne qui camperont pendant un mois sur la place Puerta del Sol à Madrid et qui auront fait descendre en mai et juin 2011 des centaines de milliers d'Espagnols dans la rue, jouera en défaveur du parti socialiste au pouvoir et laissera finalement au mois d'octobre la victoire au parti conservateur qui appliquera rapidement une politique d'austérité économique... dénoncée auparavant par les Indignés). Enfin, alors que les mouvements de l'après mai 68 étaient dirigés contre les multiples formes de domination et de pouvoir, les **cibles** de ces nouvelles luttes sont beaucoup plus **vagues** — la mondialisation, le capitalisme financier, l'exploitation du Sud par le Nord... — ou au contraire très **précises** et très **circonscrites** — les différentes lois contre le piratage informatique, les OGM... —. Dans les deux cas, le soutien que d'autres groupes sociaux pourraient apporter à ces mouvements de lutte reste sans doute limité et ponctuel.

EN SYNTHÈSE

	Le mouvement ouvrier	La contestation sociale	La lutte contre la précarité
Un moment clé	Le Front populaire	Mai 68	Les Indignés
Les acteurs	Les ouvriers majoritaires contre une minorité d'exploiteurs	Des groupes plus ou moins minoritaires contre toutes les formes de domination	Des activistes en « réseau » contre un pouvoir « mondialisé » (les organisations internationales, le système financier...)
Les relais dans la société	Les partis politiques de gauche	L'opinion publique, les autres groupes contestataires	Tous ceux qui se sentent concernés par l'objet de la lutte
Le rapport à l'État	L'État est appelé à jouer un rôle d'arbitre entre le patronat et les travailleurs	L'autorité de l'État est contestée, ses décisions (comme l'extension du camp militaire du Larzac) sont discutées et remises en cause : une exigence générale de démocratie et de participation citoyenne se fait jour.	L'État est souvent vu comme un ennemi dont il faut se méfier. Les organisations interétatiques (FMI, Banque mondiale, OCDE...) sont perçues comme opaques, favorables aux puissants groupes financiers et industriels, et non réformables.
Les moyens d'action	Grèves, manifestations de masse	Différentes formes de manifestations avec une dimension spectaculaire, pouvant être relayées par les journaux et la télévision	Les nouveaux outils de communication et l'internet sont privilégiés.

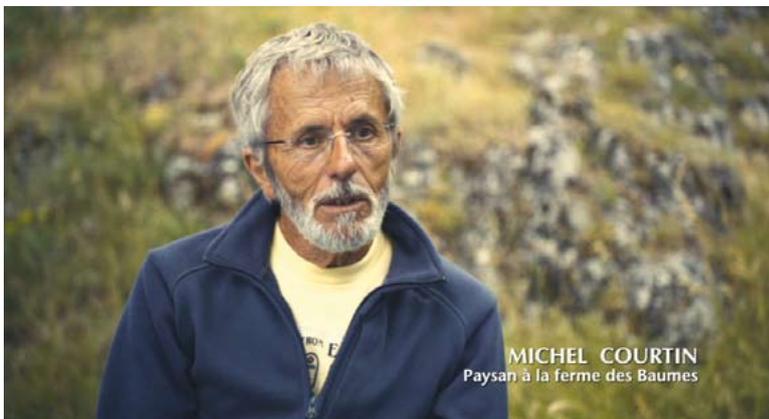
1. On relèvera néanmoins l'affaiblissement des mouvements pacifistes, lié sans doute à la fin de la guerre froide (la chute du Mur de Berlin éloignant la crainte d'un conflit armé et nucléaire en Europe) mais aussi à la professionnalisation des armées européennes et américaine : les jeunes gens n'étant désormais plus soumis à la conscription ont semble-t-il moins de raisons de s'engager dans de tels mouvements pacifistes.

Cette synthèse sous forme de tableau ne doit pas masquer le fait que les nouvelles formes de lutte ne font évidemment pas disparaître les autres plus anciennes. Grèves et manifestations restent de moyens d'action couramment employés par les ouvriers et les organisations syndicales. Semblablement, les luttes féministes ou écologistes sont toujours d'actualité¹, et les multiples décisions des États (par exemple en matière d'aménagement du territoire) sont souvent confrontées aux résistances ou oppositions de comités de citoyens.

On remarquera simplement que les luttes, comme les sociétés occidentales elles-mêmes apparaissent comme plus fragmentées, poursuivant des objectifs différents et parfois contradictoires (les écologistes partisans d'une « décroissance économique » risquent par exemple de se heurter aux revendications syndicales en matière de salaires). L'histoire néanmoins a souvent montré que des convergences inattendues pouvaient se réaliser entre des mouvements plus ou moins éloignés et susciter ainsi des transformations sociales importantes.







CENTRE CULTUREL LES GRIGNOUX
(ÉCRAN LARGE SUR TABLEAU NOIR)
9 rue Sœurs de Hasque B 4000
Liège (Belgique) 32 (0)4 222 27 78
contact@grignoux.be
<http://www.grignoux.be>
Un ouvrage publié avec le soutien
d'Europa Cinemas, une initiative du
programme Media des Communautés
Européennes,
de Solidaris, de la Ville de Liège,
de la Région Wallonne,
de la Communauté française de
Belgique
et de l'Administration Générale
de la Recherche scientifique,
Service général du pilotage du système
éducatif

